Pourparlers de l’ONU sur le climat : plus d’échanges de carbone, point de réduction des émissions

La deuxième session en 2011 des pourparlers pourparlers de l’ONU sur le climat s’est terminée en juin, à Bonn, sans résoudre le problème essentiel de la réduction de la pollution et sans discuter de la manière de réduire davantage les émissions de gaz qui sont la cause principale du changement climatique. Les organisations pour la justice climatique ont manifesté leur préoccupation croissante face au fait que les pays riches industrialisés ne prennent pas de mesures réelles pour s’attaquer au changement climatique :

- Leurs promesses actuelles de réduire les émissions de 3 gigatonnes seulement restent dangereusement insuffisantes, et sont très loin de maintenir l’augmentation de la température au-dessous de deux degrés Celsius (le niveau maximum évalué par le PNUE pour éviter une catastrophe climatique mondiale, mais considéré comme dangereusement élevé par certains groupes concernés). En outre, la formulation de leurs engagements ne prévoit aucune responsabilité pour les pays au plan international, et risque de permettre un réchauffement de cinq degrés, ce qui représentera l’élimination de la vie telle que nous la connaissons. Les pays riches pourraient même augmenter leurs émissions d’ici 2020.
- Ils essaient d’éviter le déjà faible système international convenu, le Protocole de Kyoto, qui impose des réductions des émissions. Le Canada a annoncé son intention de faire comme la Russie et le Japon, qui ont décidé de ne pas respecter leur obligation légale de s’engager pour une deuxième période. Ces pays adhèrent maintenant à la proposition des États-Unis de considérer que les réductions des émissions sont des engagements et non des objectifs.
- Les fausses solutions proposées, comme par exemple les marchés de carbone, ont avancé depuis que les États-Unis ont refusé de discuter de sources de financement pour des engagements à long terme. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a proposé de considérer de nouveaux marchés potentiels, qu’on a dénommés « Carbone bleu ». Les mangroves seraient incluses mais aussi, peut-être, l’océan lui-même, dans les soi-disant crédits de carbone. Le fait de se centrer sur l’élargissement des mécanismes du marché à de nouveaux secteurs est une distraction dangereuse du véritable thème des négociations sur le climat : la réduction des émissions.

La vraie réponse est de réduire fortement les émissions dès maintenant ; les fausses solutions sont rentables pour certains, mais ne font rien contre le changement climatique.

Article fondé sur des informations fournies par Asad Rehman, FoE Royaume-Uni, membre de Climate Justice Now!, adresse électronique : asad.rehman@foe.co.uk